

Le gouvernement gèle les allocations et les retraites

► Le premier ministre a indiqué quelques grandes lignes sur les 50 milliards d'euros d'économies. ► Le gouvernement a notamment décidé le gel de l'ensemble des prestations sociales et des retraites, à l'exception des minima sociaux.

François Hollande et Manuel Valls ont décidé d'accélérer le tempo sur le plan d'économies de 50 milliards d'euros. Alors que les arbitrages n'étaient pas prévus avant la semaine prochaine, le premier ministre a révélé dès hier, à la sortie du conseil des ministres, quelques grandes lignes de la cure de rigueur pour la période 2015-2017.

Programmée au dernier moment et inédite dans sa forme, l'intervention de Manuel Valls n'a pas levé toutes les questions sur l'effort historique de réduction des dépenses nécessaire pour réduire le déficit et financer le « pacte de responsabilité et de solidarité ». Beaucoup de points devront encore être précisés, même si quelques mesures lourdes ont été dévoilées.

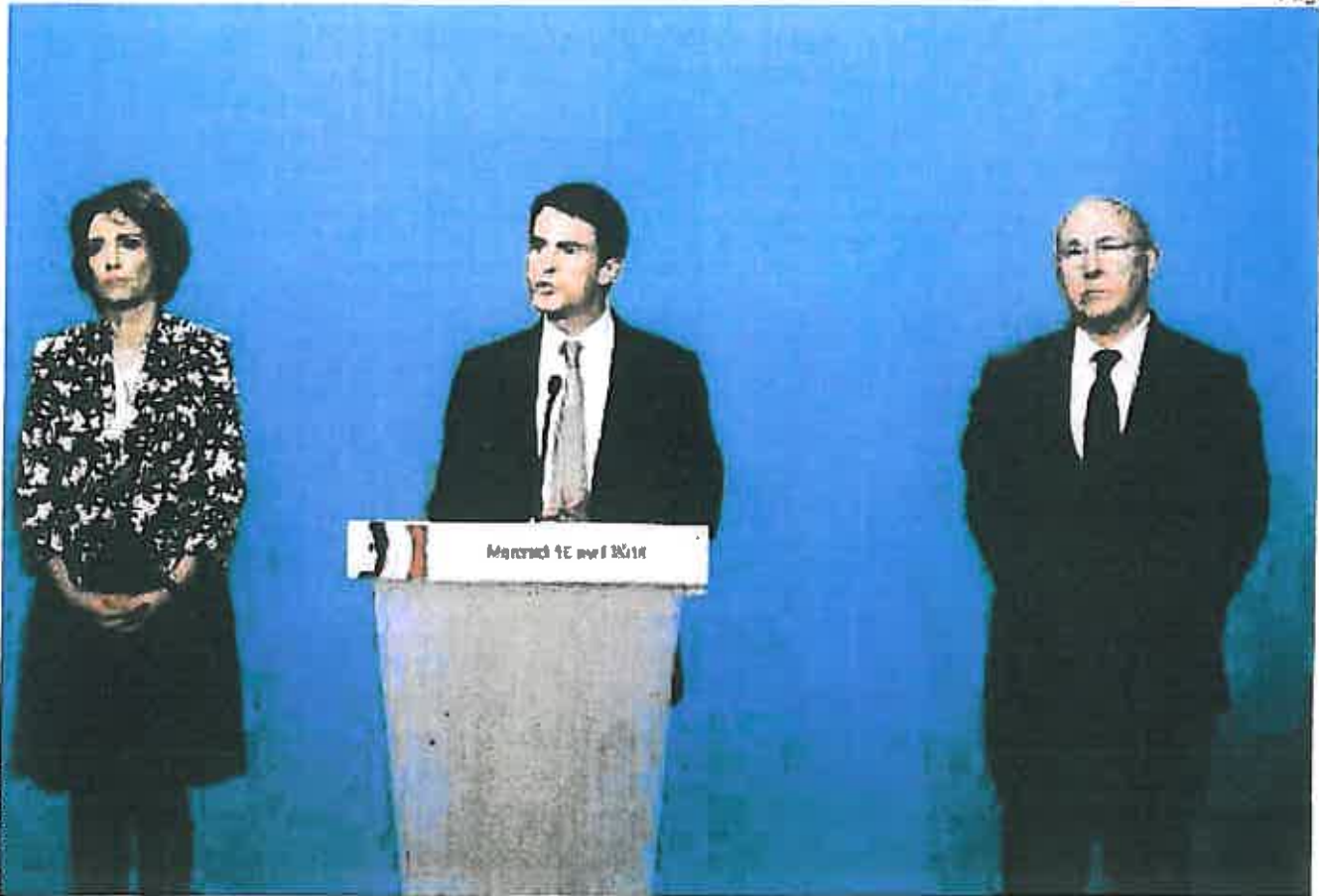
► 11 milliards d'euros sur la protection sociale

Le gel des prestations s'impose assurément comme l'annonce la plus marquante. Elle a d'ailleurs aussitôt provoqué des crispations chez certains socialistes.

« Il n'est pas question évidemment de diminuer le montant des prestations sociales, mais, dans le contexte exceptionnel qui est le nôtre, elles ne seront pas revalorisées jusqu'en octobre 2015 », a expliqué le premier ministre. En clair, cela revient à dire que des prestations comme les allocations familiales, les aides au logement ou les retraites ne seront pas augmentées cette année au rythme de l'inflation, comme cela était la norme jusqu'alors.

Si les prestations versées ne vont donc pas baisser, le pouvoir d'achat des bénéficiaires sera bel et bien écorné, à la hauteur de l'inflation, soit environ 1 % cette année. *« Le gel est une façon pas trop douloureuse de passer un coup de rabot, car personne ne reçoit moins qu'avant »,* explique un conseiller de Bercy. Pour rendre la mesure un peu moins amère pour sa majorité, le gouvernement a toutefois maintenu l'indexation pour les minima sociaux comme le RSA, l'allocation adulte handicapé (AAH) ou le minimum vieillesse. Mais il reporte d'un an la revalorisation supplémentaire attendue en septembre pour les bénéficiaires du RSA et de deux prestations familiales (complément familial et allocation de soutien familiale).

Le gel des « pensions du régime de retraite de base » devrait rapporter 1,3 milliard d'euros. Et Manuel Valls souhaite aussi l'étendre aux « retraites complémentaires qui relèvent des partenaires



Manuel Valls, entouré de Marisol Touraine et de Michel Sapin, a présenté son plan de réduction du déficit.

« Le gel est une façon pas trop douloureuse de passer un coup de rabet car personne ne reçoit moins qu'avant. »

convention d'assurance-chômage (2 milliards d'euros), la rationalisation des caisses d'assurance-maladie (1,2 milliard

« sociaux », ce qui rapporterait 2 milliards d'euros de plus. Le gouvernement prévoit aussi de dégager des marges avec la nouvelle

et la poursuite de la « modernisation » de la politique familiale davantage orientée « vers l'emploi des femmes » (800 millions d'euros).

► 10 milliards d'euros sur la santé

Alors que les dépenses de santé, qui représentent près de 180 milliards d'euros par an, ont été l'année dernière sensible-

ment inférieures aux prévisions, le gouvernement entend poursuivre l'effort de maîtrise. Manuel Valls a donc confirmé que l'assurance-maladie devrait contribuer pour un cinquième au plan d'économie. Mais sans préciser vraiment comment il comptait y parvenir.

Pour dégager des marges dans l'assurance-maladie, le premier ministre a seulement évoqué la nécessité « d'amplifier les réformes structurelles déjà engagées ». Il a également repris les pistes déjà largement évoquées ces dernières années, comme le développement de la chirurgie ambulatoire ou la maîtrise du prix des médicaments. Sans chiffrer précisément les bénéfices attendus.

► 18 milliards d'euros sur l'État

Du côté de l'État et des grands opérateurs publics (CNRS, Météo France...), les réformes de grande ampleur un temps promises ne sont pas encore au rendez-vous. Pour dégager 18 milliards d'euros (alors que Manuel Valls avait parlé de 19 milliards dans son discours de politique générale), l'État continuera avec la méthode du rabet employée jusqu'ici.

Le premier ministre a ainsi mis en avant la rationalisation des dépenses de

PAROLES FRANÇOIS FONDARD

Président de l'Union nationale des associations familiales (Unaf)

« L'effort est partagé »

« Nous nous attendions au pire, c'est-à-dire à la remise en cause des principes fondamentaux de la politique familiale, notamment l'universalité des prestations. Or, ce n'est pas ce qui a été annoncé par Manuel Valls. Certaines prestations vont être gelées, certaines valorisations vont être reportées d'un an et nous le regrettons. Mais ce ne sont que des mesures temporaires, en attendant le retour à l'équilibre. Je note aussi que les économies annoncées ne concernent pas seulement les familles, mais aussi la santé et les retraites. L'effort est partagé et nous en sommes satisfaits, car les familles ont déjà supporté un effort considérable l'an dernier, avec les réformes destinées à rétablir l'équilibre de la branche famille. Reste la phrase de Manuel Valls sur la « poursuite de la modernisation de la politique familiale » qui devrait conduire à 800 millions d'économies... Nous ne savons pas précisément à quoi il fait référence et nous resterons donc vigilants. »

RELIÉVÉ PAR FLORE THOMASSET